

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0, 50 F.

SAMEDI 2 OCTOBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50 F.

EDITORIAL

INCIDENTS CONTRE LES
REFUGIES : NON A LA DIVISION
CRIMINELLE ENTRETENU PAR LE POUVOIR
COLONIAL

Depuis quelques jours l'on assiste dans certaines communes à des manifestations d'hostilité à l'égard des personnes réfugiées encore dans les écoles. Dans certains cas ces manifestations ont failli se transformer en bataille rangée entre les habitants des communes d'accueil et les repliés. Ce fut le cas à Ste Rose et à Baie-Mahault où les parents d'élèves s'en sont violemment pris aux personnes qui à ce jour occupent toujours les écoles et ont voulu les en chasser immédiatement. Il semble que à Goyave, Ste Anne et Josier, l'on s'achemine vers la même situation. Ce sont là des événements qui étaient prévisibles. Des responsables syndicaux ont eu l'occasion de le dire à la radio. Les pouvoirs publics eux aussi savaient que des affrontements entre parents et personnes repliées étaient une éventualité à ne pas écarter si à la date de la rentrée les écoles étaient toujours occupées. Non seulement ils n'ont rien fait pour éviter une telle situation, mais ils l'ont délibérément laissée pourrir. Le but visé, c'est de diviser pour régner.

La division entre personnes partageant fondamentalement les mêmes intérêts, a toujours été l'arme des colonisateurs. Ils l'ont pendant longtemps utilisée en Afrique et tout récemment en Somalie. Le colonialisme serait tout heureux de pouvoir en faire autant entre gens de la Basse-Terre et gens de la Grande-Terre. Ainsi il lui serait facile de déclarer par la suite que la présence des forces de répression en Guadeloupe est utile pour précisément maintenir l'ordre. Mais il y a aussi ceux, maires de certaines communes d'accueil, qui attisent ou couvrent l'hostilité de leurs électeurs contre les réfugiés. C'est indigne ! Ils ont peur de déplaire à leurs électeurs, car les élections municipales sont proches. Eux comme certains enseignants qui exercent des brimades ou font pression sur les réfugiés pour qu'il s'en aillent, vendent leur âme et leur dignité pour un plat de lentilles. Ce qui se passe actuellement à Baie-Mahault, Ste-Rose et ailleurs est grave. Les parents d'élèves, les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège tendu par le préfet Aurousseau. Nous devons nous unir, réfugiés et non réfugiés pour exiger que les pouvoirs publics nous donnent les moyens de nous reloger décemment, de scolariser normalement nos enfants ou de vivre dans la région.

FRANCE

MERLEBACH: SEIZE MORTS, VICTIMES DU CAPITAL

La mine vient de tuer une fois de plus. Ou plutôt non, c'est encore le capitalisme qui vient d'entraîner dans la mort 16 hommes.

Ceux-ci étaient descendus dans une mine du bassin lorrain à Merlebach pour y éteindre un incendie, dans des galeries sous-terraines. Il y eut une explosion et les seize hommes ont péri.

Comme chaque fois en ces circonstances, la direction de la mine explique déjà qu'elle n'est pas responsable du drame qui vient de se dérouler. Pas responsable ! Et qui le serait donc ? Sinon ceux qui organisent la production et toute la vie sociale et l'économie en tenant compte d'un seul facteur : le profit escompté !

Qui serait responsable sinon ceux qui maintiennent en fonction de vieilles mines où chaque jour les travailleurs risquent leur peau pour extraire un charbon qui, au vingtième siècle est une source d'énergie dépassée. Mais voilà, l'entente entre capitalistes pour renchérir le coût de l'énergie, permet d'excompter des profits même en exploitant d'anciennes mines.

Que des hommes y périssent, quelle importance, pourvu que le capital prospère ! Il s'est toujours nourri du sang des hom-

mes, pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Il n'y a pas si longtemps à Merlebach même, 29 mineurs avaient péri bloqués dans une galerie. C'était en 1959. Plus récemment, il y a eu la catastrophe de Liévin, dans le nord de la France. Près de cinquante victimes ! Pour leurs obsèques, Chirac, ex-premier ministre, s'était déplacé. L'état bourgeois n'avait pas eu la décence de laisser aux travailleurs le soin de pleurer leurs morts. Il s'était emparé des cadavres et s'en était servi pour une manifestation officielle. Et Chirac avait promis que les responsables seraient recherchés et punis. Cela a tourné court. Un juge, trop sérieux dans son enquête, a été déplacé puis pénalisé. La catastrophe sera mise sur le compte de la fatalité. Et il en sera ainsi à Merlebach. Ses victimes, le capital les porte au compte de la malchance ou de la sempiternelle " fatalité".

A moins que les travailleurs de Lorraine décident de ne plus laisser calomnier cette fatalité et fassent connaître les responsables. Qu'ils s'en prennent à ceux qui se font les fondés de pouvoir du capitalisme et les jettent dans la

(Suite au verso)

MARTINIQUE

deux semaines après la rentrée: les protestations continuent

La gabegie constatée lors de la rentrée scolaire, si elle n'est pas différente des autres années, a eu une conséquence à laquelle ne s'attendaient pas le recteur et le vice-recteur. Dans plusieurs établissements parents et enseignants ont protesté vigoureusement, qui par la grève, qui par des marches de protestation, afin d'obliger les responsables de l'éducation à remplir effectivement leur rôle : qu'au moins le minimum d'enseignement transmis le soit correctement.

C'est ainsi que le C.E.T. du Lamentin n'est toujours pas rouvert, le personnel étant en grève. A Ste Thérèse, à l'issue de la grève du lundi 20, une marche a été menée sur l'inspection académique pour qu'on crée des postes nouveaux. Au lycée technique de Fort-de-France, les enseignants ont organisé une journée " portes ouvertes" afin de montrer les conditions

déplorables dans lesquelles a été faite la rentrée. Là, ils ont trouvé l'établissement fermé ! Le mercredi 29, une soixantaine de parents d'élèves du Marin, ont manifesté devant le Rectorat leur mécontentement, car on a voulu faire la rentrée dans un établissement non encore achevé.

Parents d'élèves et enseignants, cette année, ont tenu à démentir les paroles du Recteur DOUMANGE, qui affirmait qu'il n'y avait pas de problèmes !

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4^{ème} supplément au mensuel

66

GUADELOUPE

PROBLEMES DE L'EMBARQUEMENT DE LA BANANE.

Une nouvelle réunion entre dockers et direction du port doit se tenir vendredi matin. Le problème en discussion est celui de l'augmentation des cadences pour l'embarquement des colis de bananes.

Les planteurs se plaignent que certains bateaux aient mis quatre jours pour être chargés. Ce qui a entraîné le pourrissement de la cargaison avant même l'arrivée en France.

Il est évident que ces pertes constituent un gaspillage important et scandaleux. Mais sont-ce vraiment les dockers les responsables de ce gaspillage ?

Ne faut-il pas plutôt incriminer la direction du port de Pointe-à-Pitre et l'administration préfectorale ? Celles-ci n'ont pas pris à temps les mesures permettant l'aménagement du port de Pointe-à-Pitre pour le chargement de la banane. Il n'y avait pas de hangar pour abriter les camions convoyant les colis. Le nombre de dockers travaillant était insuffisant; certains venant de très loin étant "réfugiés".

Par ailleurs, la préfecture s'est obstinée (et le fait encore) à refuser l'embarquement à Passe-Terre.

Alors les planteurs feraient mieux de se tourner vers les vrais responsables de leurs ennuis et du gaspillage.

Ce n'est pas aux travailleurs de supporter les conséquences de l'imprévoyance de ceux qui ont concentré tous les pouvoirs, toutes les décisions en leurs mains et sont incapables de répondre aux impératifs du moment.

POINTE À PITRE

LE MEETING DE COMBAT OUVRIER

Notre tendance a organisé une réunion publique jeudi 30 septembre à Rémy Nain-souta sur les problèmes de la Soufrière.

Devant environ 130 personnes attentives, nos camarades sont intervenus d'abord sur l'imprévoyance et le bluff de l'administration coloniale. Puis, ils ont expliqué nos positions face à cette situation.

Les cratères furent chaudement applaudis. Puis comme nous le faisons régulièrement nous laissons la parole à plusieurs participants. La plupart demandèrent des précisions sur ce qu'il était possible de faire, sur ce que nous C.O. faisons concrètement dans la situation actuelle, et, sur l'attitude des organisations de gauche.

Vers 22 H les assistants se séparèrent. Des "réfugiés", nombreux dans la salle, s'en retournèrent, qui vers Ste Rose, qui vers le Lamentin, qui vers Petit-Bourg, convaincus du fait qu'il fallait réagir.

FAIS

CONNAITRE C.O

AUTOUR DE TOI !

LA DERNIERE " CONFERENCE DE PRESSE " DU PREFET :

MENSONGES! HYPOCRISIE! BLUFF!

Mercredi dernier, le préfet tenant une nouvelle "conférence de presse". Après avoir donné la parole aux scientifiques, il parla pendant près d'une heure. Comme à son habitude, le représentant du pouvoir colonial n'a pas ménagé ses efforts pour apparaître comme l'homme de la situation, conscient de ses responsabilités, au-dessus des pressions et des querelles, et qui fait tout pour améliorer le sort des Guadeloupéens.

En fait derrière tout cela, derrière les sourires et le calme apparent, percent régulièrement l'hypocrisie et la manoeuvre politique. Les efforts que le pouvoir fait pour justifier régulièrement les mesures qu'il prend ou qu'il ne prend pas, prouvent bien qu'il craint quelque chose. Et ce quelque chose c'est la réprobation populaire, la colère des réfugiés, des chômeurs, de la jeunesse scolaire, de tous les mécontents dont la situation s'est considérablement aggravée

depuis deux mois. Ainsi, le préfet ne cesse de justifier l'évacuation totale de la zone dangereuse en août, car, dit-il, la menace était importante même si l'éruption ne s'était pas produite. Mais ce que le préfet ne dit pas, c'est que si, dès les toutes premières manifestations du volcan, c'est à dire depuis près d'un an, le volcan avait été convenablement étudié et si il avait été tenu compte plus sérieusement de l'avis d'Haroun Tazieff, il est sûr que l'évacuation se serait faite autrement ou aurait été d'une ampleur bien plus limitée. Et c'est là toute l'irresponsabilité criminelle du pouvoir colonial. Voilà ce que le préfet veut masquer aujourd'hui. Toute la pagaille qui règne actuellement aurait pu être évitée.

De beaux parleurs et des incapables, voilà qui sont les représentants du gouvernement aux colonies.

GUADELOUPE

LA RENTREE A GOYAVE

A Goyave, la rentrée scolaire n'est toujours pas faite dans le primaire. Lors d'une réunion faite à l'initiative de certains parents d'élèves de Goyave et regroupant 300 parents, de la commune et repliés dans la commune, les habitants étaient intervenus pour dire qu'ils ne devaient pas faire le jeu de l'administration en opposant les réfugiés et les gens de la commune. Les interventions avaient été chaleureusement approuvées.

Les Goyaviens s'étaient refusé à faire pression sur la population pour quitter les établissements scolaires, avant qu'il ne leur soit proposé d'autres conditions d'hébergement correctes.

Le jour de la rentrée, des dizaines de mères étaient présentes et discutaient entre elles et avec les enseignants. Elles invitaient Mme Urgin à s'installer 10 minutes sous les tentes pour évaluer la température, ce qu'elle refusa de faire. Devant les parents, une enfant installée depuis peu à l'entrée d'une tente eut une petite syncope.

Face à ces conditions d'enseignement déplorables, les mères de famille sont reparties avec leurs enfants.

Les discussions continuent parmi les parents de Goyave, actuellement.

MERLEBACH

suite de P.1

gueule de la mort au fond des mines. Qu'ils refusent de se livrer à ce travail qui est souvent un pari contre la mort. Qu'ils mettent en accusation l'ensemble du système capitaliste qui s'enrichit de sueur et de sang ouvriers.

Là comme en d'autres circonstances les hommes paient un tribut pour le retard pris par notre société à se transformer et à se débarrasser de cette forme archaïque qu'est le capitalisme.

Au travers d'événements comme ceux de Merlebach, ce qu'il nous faut comprendre c'est que la vie humaine n'aura de prix que dans une société où l'argent n'aura plus de valeur.

L I S E Z

L E

M E N S U E L

C O M B A T O U V R I E R

.....N° 66

Martinique

LAISSEZ NOUS VOUS DIRE

Monsieur Jean Miot s'en va. Le directeur de France-Antilles ne laissera pas de bons souvenirs à la Martinique. La bourgeoisie et le colonialisme le pleureront peut être, lui qui était un de leurs défenseurs acharnés. Mais ce chien de garde des capitalistes, ce plumitif colonialiste ne sera pas regretté du mouvement ouvrier.

Editorialiste, il bavait constamment sur tout ce que les Antilles comptent

BON VENT MONSIEUR MIOT

d'anti-colonialistes. Son fiel, ou mieux son venin n'épargnait personne: ni les syndicalistes, ni les maires de l'opposition. Il a trainé dans la boue les grévistes du Centre de Transfusion Sanguine. Il a défendu la dictature militaire de Pinochet. Nous ne relèverons pas ses attaques contre les jeunes ou l'extrême-gauche.

Domage que MIOT n'emporte pas son torchon, France-Antilles, avec lui...